

3<sup>e</sup>

# Rencontres de l'alimentation durable

Partager les expériences,  
accélérer les transitions

21 janvier → 11 mars 2021 | 100% digital

SESSION 1 : 21 JANVIER | TABLE RONDE

## « Partageons les enseignements de la crise »

### SYNTHÈSE

› **INTERVENANTS :**

**Clément Cheissoux** • Responsable programme alimentation durable - Fondation Daniel et Nina Carasso

**Marie-Stéphane Maradeix** • Déléguée Générale - Fondation Daniel Et Nina Carasso

**Olivier De Schutter** • Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme - ONU (en visioconférence)

**Cécile Renouard** • Présidente - Campus De La Transition

**Luc Abbadie** • Directeur - Institut D'écologie Et Des Sciences De L'environnement

**Marion Laval-Jeantet** • Artiste et bioanthropologue - Université Paris 1 Pantheon Sorbonne, Art Oriente Objet

› **ANIMATEUR :**

**Denis Cheissoux** • Journaliste, animateur - France Inter



## Une crise, des crises

Au sortir de cette année 2020 si particulière, regarder en arrière est un exercice fécond. « *La crise jette une lumière crue et brutale sur les défis que nous devons relever* », souligne Marie-Stéphane Maradeix, déléguée générale de la Fondation Daniel et Nina Carasso, dans son propos introductif. Cette crise au départ sanitaire a eu d'autres effets dont l'un des plus marquants est sans doute l'« *explosion de la précarité et des inégalités* », poursuit-elle. Elle a aussi stoppé net le cours habituel de nos existences, pour le pire (chômage, violences, asthénie, etc.) mais aussi pour du meilleur : nous obliger à nous interroger de façon critique sur nos modes de vie, et susciter entre nous « *des débats sur ces futurs possibles* », note Luc Abbadie. La crise « *force aussi les étudiants à être dans l'introspection, à revenir à des choses essentielles* », rapporte Marion Laval-Jeantet. Et, en fin de compte, « *nos organismes doivent se réhabituer à d'autres modes de vie* ». À ce titre, elle a accéléré des réflexions déjà en germe sur notre rapport au vivant en général (l'environnement, les animaux, les autres...). Alors, si l'on dépasse l'angoisse, la colère ou la sidération, et que l'on regarde au-delà des difficultés de tous ordres, on peut considérer cette crise comme une opportunité sans précédent – comme « *une invitation à reconstruire*, suggère Luc Abbadie. *Ça peut être un moment fantastique.* » Outre cette crise inédite, les systèmes agricoles et alimentaires nous engagent à affronter la crise climatique : s'ils en subissent les effets (tempêtes, inondations...) de plein fouet, ils détiennent aussi d'importants éléments de réponses à travers des pratiques vertueuses et résilientes.

## Au-delà de l'urgence

Même si les problèmes ne sont pas encore surmontés, il nous faut dès à présent analyser cette séquence, et en particulier les solutions mises en œuvre dans l'urgence face aux problèmes les plus prégnants. « *On a mis en place des mécanismes collectifs pour limiter les dégâts, (...) à l'échelle des Etats mais aussi des individus* », remarque Luc Abbadie. Ces réponses, telles que le soutien aux banques alimentaires ou la naissance spontanée de chaînes de solidarité alimentaire, étaient nécessaires et ont révélé une solidarité qui rend optimiste. Mais elles ne vont pas dans le sens d'un changement profond pourtant annoncé en haut lieu. Finalement, déplore Olivier De Schutter, « *on a voulu sauver le système* ». Bien sûr, reconnaît-il, « *ces réponses dans l'urgence sont nécessaires. Mais ce sont des pansements qui ne sont pas des solutions durables.* » En outre, elles rendent plus difficile un nécessaire « *examen de conscience qui puisse être pris en compte dans le long terme* ». Il nous faut donc prendre de la hauteur et sortir de la logique de l'urgence avant que celle-ci ne digère les belles intentions affichées au plus fort de la crise.

## Des constats et enjeux mis en lumière


Passé l'urgence, la crise sanitaire nous invite à dresser quelques constats globaux. En premier lieu, cette crise a révélé la fragilité structurelle des systèmes alimentaires. Parmi les problèmes les plus aigus, Olivier De Schutter met en avant « *la spécialisation toujours plus forte des régions, l'absence de diversification des productions locales et la disparition des exploitations de taille petite et moyenne* ». En second lieu, la crise a confirmé la validité des propositions expérimentées sur le terrain par les acteurs de l'alimentation durable. On a notamment assisté, relève Luc Abbadie, à « *la croissance énorme des circuits courts* », contribuant à leur visibilité et à leur légitimation. Au sortir de cette crise s'impose donc le constat qu'« *il faut consommer davantage ce que l'on produit localement, et produire davantage ce que l'on consomme localement* », explique Olivier De Schutter. Oui, mais... En troisième lieu, ces alternatives ne constituent pas des « solutions miracles ». D'une part, on ne les met pas en œuvre sans certains coûts et difficultés supplémentaires. D'autre part, les produits issus de ces alternatives restent souvent moins accessibles financièrement que l'alimentation agro-industrielle. Si l'on peut davantage, aujourd'hui, « *consommer plus local et bio avec un budget limité* », cela « *pose des questions de répartition (...) de la richesse que nous créons* », considère Cécile Renouard. En quatrième lieu, nous devons prendre en compte la co-existence, à l'heure actuelle, de deux modèles agricoles affichant une forte défiance mutuelle : une agriculture *high tech* toujours plus intensive qui renforce les grandes exploitations, et une agriculture paysanne et agroécologique, plus sobre, plus *slow*, qui se pratique à petite échelle. « *Ces deux modèles ne sont pas forcément incompatibles, et l'on peut avoir des hybrides*, signale Olivier De Schutter. *Ce sont néanmoins des mondes difficiles à concilier.* »



## Des signes d'espoir

Ces importants défis et obstacles étant posés, nous ne devons pas perdre de vue de réelles raisons d'espérer. « *La lucidité oblige à dire que l'on est dans une situation très difficile, mais il y a des solutions* », estime Luc Abbadie, selon qui « *des modifications assez marginales peuvent donner des résultats rapides. (...) S'inspirer de la nature nous fait gagner du temps.* » Cela implique une (r)évolution culturelle collective autant que personnelle. Cécile Renouard invite à intégrer l'approche *One Health*, selon laquelle un lien indissociable unit santé humaine, santé animale et santé environnementale, et dans lequel « *l'alimentation joue un rôle clé* ». Dans ce cadre, il y a des choses « *que chacun peut faire dans sa vie quotidienne, selon le contexte dans lequel il vit* », poursuit-elle, en commençant par l'adoption de nouvelles habitudes plus sobres et raisonnées (consommer local, de saison, moins carné, etc.). C'est aussi valoriser la convivialité et en particulier « *cultiver des relations de proximité, de soutien mutuel* » et, ce faisant, « *se désaliéner* » dans une époque où, note Marion Laval-Jeantet, « *l'objet de convoitise est avant tout un objet technologique* ». Ce que Cécile Renouard qualifie de « *dégagement joyeux* » consiste à s'émanciper de ces sources d'aliénation « *pour créer un autre rapport à la nature* ». Cette idée fait écho à celle de « *sobriété heureuse* », les deux notions se rejoignant dans une conception partagée de « *modèles de consommation qui permettent d'être plus libre et plus vivant* ». Car loin d'être un carcan, ce régime sobre participe à « *une transformation de nos modes de vie pour plus de qualité* ».


## Un rôle pour le politique



La transition qui s'opère ne saurait atteindre son but sans une action politique forte à tous les échelons, du local à l'international. Sur ce point, Olivier De Schutter fait part d'un optimisme très prudent. Selon lui, la crise actuelle confirme la nécessité d'une « *réorientation des politiques agricoles et alimentaires* », et l'on observe d'ores et déjà, au niveau de l'Union européenne, « *un mouvement très fort de la fourche à l'assiette* » qui « *va inciter les Etats à redéfinir la manière dont ils conçoivent [ces] politiques alimentaires* ». Sur ce plan, « *la France n'est pas mal placée* », précise-t-il : avec les projets alimentaires territoriaux, la loi EGalim pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, et la loi sur le gaspillage alimentaire, elle a fait preuve d'une certaine « *capacité à innover* ». Mais tout reste à faire, dans un contexte plus global qui opère sa mue de façon lente et timide. Ainsi, la réforme de la Politique agricole commune (PAC) pour la période 2022-2028 ne s'est saisie que très marginalement de la question agroécologique. Malgré tout, elle introduit une nouveauté importante : l'obligation faite aux Etats de concevoir des plans stratégiques nationaux, dont il faut espérer qu'ils soient « *conformes avec la stratégie de la fourche à la table, avec l'agroécologie, les circuits courts, la lutte contre gaspillage* », pointe Olivier De Schutter.

## Inciter et imposer

On voit aussi poindre dans les discours nationaux l'idée de souveraineté alimentaire, mais celle-ci ne pourra se concrétiser sans se protéger « *d'un dumping social et environnemental venu de l'international* » et sans « *aligner les politiques commerciales internationales sur les politiques de transition nationale* », juge Olivier De Schutter. Toutefois, les Etats peuvent s'engager à leur niveau sans attendre, en soutenant fortement les acteurs afin de les encourager. « *Il faut accompagner cette transition et prendre en charge [son] coût* », affirme Luc Abbadie. Passer à des pratiques plus vertueuses implique en effet « *des pertes transitoires de rendements, des investissements...* ». Il faut donc « *assumer les coûts de la transition* », et plus spécifiquement « *explicitier ce que sont les bonnes pratiques et les rémunérer* ». Mais il sera sans doute nécessaire de « *mêler des incitations et des contraintes pour développer les activités économiques d'une autre manière* », et notamment, sur les aspects sociaux et environnementaux, « *fixer des limites à l'intérieur desquelles l'activité économique peut se déployer* », suggère Cécile Renouard.





## Ensemble oui, mais...

La transition agricole et alimentaire ne pourra se conjuguer qu'au pluriel. On parle là, en premier lieu, des acteurs de l'alimentation durable : si l'on veut accélérer ce mouvement, « *il ne s'agit plus seulement d'agir dans le même sens, mais d'agir ensemble* », insiste Marie-Stéphane Maradeix. Cela doit aussi s'élargir aux autres – à tous les autres – acteurs. Au sein du Campus de la Transition situé à Forges (Seine-et-Marne), on refuse l'entre-soi. Tous les trimestres, les Rencontres de Forges permettent d'échanger autour des enjeux et des perspectives de la transition écologique avec les différents acteurs du territoire, y compris les agriculteurs travaillant en conventionnel. Lancée fin 2018, l'initiative a permis de créer un dialogue ouvert, qui « *remet de la complexité dans un schéma où il y aurait d'un côté l'agriculture biologique, et de l'autre les grosses exploitations high tech* », explique Cécile Renouard. Parfois victimes d'« agribashing », ces agriculteurs, souvent des céréaliers, peuvent ainsi partager les efforts qu'ils font, à leur niveau, pour travailler de façon plus raisonnée. De ce dialogue naît la confiance et la recherche de solutions communes, voire de synergies. « *Cela fait avancer les choses à notre petite échelle.* » Mais si le rapprochement entre des systèmes si différents fonctionne au niveau micro, comment les choses peuvent-elles évoluer plus globalement ? Olivier De Schutter voit deux possibilités : « *Il y a la scénario de la coexistence, et il y a celui de la mue progressive de l'agriculture conventionnelle vers l'agriculture paysanne ou agroécologique, qui est dans l'intérêt (...) de nous tous.* » Mais si ce second scénario a sa faveur, il reconnaît pourtant que « *ce sera très difficile* ».

## Pluralité – Hétérogénéité – Diversité

La diversité des acteurs reflète « *le principe de l'hétérogénéité du vivant* », souligne Luc Abbadie. Ce principe est un facteur de résilience et, logiquement, une source d'inspiration pour l'agriculture. « *Lorsqu'on mélange des variétés, on a des productions qui résistent mieux aux aléas, aux maladies.* » De même, « *améliorer la durabilité de nos productions alimentaires et limiter le coût alimentaire passe par des plantes variées et par le fait de recréer des mosaïques de paysages* ». Cette diversité répond à la multitude des milieux et contextes, chose que l'agriculture conventionnelle ignore. Le risque aujourd'hui, avec l'agriculture de firme notamment, est « *d'aller vers plus d'homogénéisation* », alerte Luc Abbadie. Or, « *face à une pluralité d'enjeux, il faut une pluralité de points de vue* ». Sans hétérogénéité, la fragilité des systèmes persistera. « *Toutes les espèces proviennent de compromis* », rappelle-t-il, plaidant pour « *une diversification maximale* » comme « *la solution à de nombreux problèmes* ». Un principe qui s'applique aussi bien à nous-mêmes. « *Parler avec d'autres, se projeter différemment dans l'avenir, peut nous faire avancer* », conclut Cécile Renouard.



Retrouvez la [vidéo complète de la session](#)